



## PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le **29 OCT. 2008**

Sous-Direction de l'Environnement  
Bureau de l'environnement industriel

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI

☎ : 04 72 61 64 55

✉ : lucile.giovannetti@rhone.pref.gouv.fr

### ARRETE

**modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2006 régissant le fonctionnement  
de la société VAL'AURA S.A.S  
28-30, rue Wilson à DECINES-CHARPIEU**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU l'arrêté interpréfectoral n° 2008-2834 du 30 juin 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er mars 2006 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société VAL'AURA S.A.S dans son établissement situé 28-30, rue Wilson à DECINES-CHARPIEU ;
- VU la déclaration en date du 21 mai 2008 de la société VAL'AURA S.A.S relative à la mise en service d'une installation de transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) mis au rebut ;

.../...

VU le rapport en date du 12 août 2008 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 25 septembre 2008 ;

CONSIDERANT que la déclaration de la société VAL'AURA S.A.S en date du 21 mai 2008 est conforme aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société susvisée accueille déjà une activité de tri et de transit de déchets industriels banals sur le même site, autorisée par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2006 ;

CONSIDERANT qu'en vue d'optimiser l'ensemble de ses activités, la société VAL'AURA envisage de créer une unité transit-regroupement D.E.E.E sur son site 28-30, rue Wilson à DECINES-CHARPIEU ;

CONSIDERANT que l'activité D.E.E.E couvrira une surface de 510 m<sup>2</sup> environ, sa capacité de stockage maximale étant fixée à 420 m<sup>3</sup> ;

CONSIDERANT que l'exploitant a mis ou mettra en œuvre les dispositions suivantes :

- l'ensemble des zones de stockage et de manipulation des D.E.E.E est sous rétention ;
- les eaux de ruissellement sont dirigées vers un déshuileur débourbeur équipé d'une vanne arrêt ;
- les eaux traitées sont dirigées vers un bassin d'orage, puis rejetées dans le réseau unitaire collectif.

CONSIDERANT que les nouvelles activités de la société VAL'AURA ne sont pas de nature à modifier significativement les impacts chroniques de ses installations sur l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il y a lieu :

- d'accuser réception de la déclaration de modification, en date du 21 mai 2008, de la société VAL'AURA S.A.S pour son site de DECINES-CHARPIEU 28-30, rue Wilson ;
- d'actualiser la liste des activités exercées par la société sur le même site ;
- de rendre applicable les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux I.C.P.E soumises à déclaration sous la rubrique n° 2711 ;
- de compléter les dispositions des points 7.3.1 et 7.5.3 de l'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2006 ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Il est accusé réception de la déclaration de modification en date du 21 mai 2008 de la société VAL'AURA S.A.S. à DECINES-CHARPIEU, relative à la mise en service d'une installation de transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) mis au rebut.

### ARTICLE 2

Le tableau récapitulatif des activités de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2006, applicable à la société VAL'AURA S.A.S. située au 28-30, rue Wilson à DECINES-CHARPIEU (site Décines 2), est remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités	Volume des activités	Rubrique	Classement
<b>Déchets industriels provenant d'installations classées :</b> Station de transit de déchets (centre de tri) et <b>Ordures ménagères et autres résidus urbains :</b> Station de transit (centre de tri)	Capacité de l'installation : <b>30 000 tonnes/an</b>	167.A  et  322.A	A
<b>Dépôt de papiers usés ou souillés :</b> (stockage de)	Dépôt maximum : <b>550 tonnes</b>	329	A
<b>Broyage, concassage [...]</b> de tous produits organiques naturels :	Puissance installée totale <b>470 kW</b>	2260-1	A
<b>Caoutchouc, élastomères, polymères :</b> (Dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustible à base de )	Quantité entreposée : <b>36 m<sup>3</sup></b>	98 bis A-2	D
<b>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues :</b> (dépôts de )	Dépôt maximum : <b>1 710 m<sup>3</sup></b>	1530 -2	D
<b>Polymères (matières plastiques [...], transformation de ) :</b> (par tout procédé exclusivement mécanique ...)	Capacité : <b>5 tonnes/jour</b>	2661.2.b)	D
<b>Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut "</b>	Volume stocké : <b>420 m<sup>3</sup></b>	2711-2	D

### ARTICLE 3

Le point 7.3.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2006 précité est modifié comme suit :

**7.3.1** - Seuls pourront être acceptés, sur le centre de tri, les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et les déchets assimilables aux ordures ménagères (papiers, cartons, plastiques) provenant de collecte séparative.

### ARTICLE 4

Les dispositions du point 7.5.3 de l'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2006 visé ci-dessus sont modifié comme suit :

**7.5.3** - En aucun cas, les capacités stockées ne devront être supérieures aux volumes précisés ci-dessous :

➤ déchets pré-triés à majorité de carton :	240 m <sup>3</sup>
➤ déchets pré-trié à majorité de papiers - journaux -- magazines :	200 m <sup>3</sup>
➤ dépôt de papiers confidentiels :	200 m <sup>3</sup>
➤ dépôt de papiers de qualités nobles:	300 m <sup>3</sup>
➤ balles de papiers :	386 m <sup>3</sup>
➤ balles de cartons :	386 m <sup>3</sup>
➤ refus de tri :	30 m <sup>3</sup>
➤ déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) :	420 m <sup>3</sup>

### ARTICLE 5

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2006 susvisé est complété comme suit :

#### **10 - INSTALLATION DE TRANSIT ET DE REGROUPEMENT DE DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES:**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2711 "Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut" sont applicables à l'établissement.

### ARTICLE 6

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de DECINES-CHARPIEU et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 7

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

#### ARTICLE 8

Le **secrétaire** général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de DECINES-CHARPIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article 6 précité,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant.

Lyon, le

29 OCT. 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet -  
Le Secrétaire Général  
René BIDAL

Pour copie conforme,  
La Secrétaire Administrative déléguée

Lucile GIOVANNETTI